

Apports

Stefan Velikov

LE PARTI COMMUNISTE BULGARE SUR LE PROBLÈME
DES DÉTROITS A LA CONFÉRENCE DE LAUSANNE

Le 11 octobre 1922 fut signé à Mudania l'armistice entre la Turquie et les Etats de l'Entente. Quoique étant de par sa nature un compromis entre les partis, l'armistice de Mudania constituait cependant un pas important vers le renforcement et la reconnaissance de la victoire remportée par le peuple turc.

La convocation d'une Conférence pour la signature du Traité de paix entre la Turquie et les Etats de l'Entente était une des clauses importantes de l'armistice de Mudania.

La Conférence en question devait se réunir à Lausanne pour régler les rapports entre la Turquie nouvelle (kémaliste) et les Etats de l'Entente concernant le régime des capitulations, la fixation des frontières maritimes et de terre de la Turquie, la solution du problème des Détroits, les problèmes d'ordre financier et économique et la reconnaissance officielle de l'indépendance turque par ces derniers.

La Conférence de Lausanne fut inaugurée le 20 novembre 1922.¹ Y prirent part les représentants des Etats de l'Entente: la Grande-Bretagne était représentée par son ministre des Affaires étrangères, Lord Curzon, ainsi que par le Haut-commissaire d'Angleterre à Istanbul, Rumbold; la France — par son ambassadeur à Rome, Berrère, et un diplomate de carrière, Bompard; l'Italie — par le Haut-commissaire d'Italie à Istanbul, le marquis Garroni et un diplomate, M. Lago; le Japon — par son ambassadeur à Londres le baron Ganshi et un diplomate, M. Ocïaj; la Roumanie — par son ministre des Affaires étrangères Duka et un diplomate, M. Diamandi; la Yougoslavie — par son ministre des Affaires étrangères M. Ninčić et le diplomate Rakić; enfin la Grèce — par Vénizélos, ancien président du Conseil, et le diplomate Kaklamanos.

¹ Une vaste littérature est consacrée à la Conférence de Lausanne. Nous n'indiquerons ici que les recherches de certains auteurs: Г. В. Чичерин, Статьи и речи по вопросам международной политики, М. 1961; Ю. А. Багиров, Турция на Лозанской конференции, Баку 1957; А. Ф. Миллер, Турция и проблемы проливов, М. 1947; А. М. Шамсутдинов, Национально-освободительная борьба в Турции 1918—1923, М. 1966; Б. А. Дранов, Черноморские проливы, Международно-правовой режим, М. 1948; В. Хаджиниколов, Стопански отношения и връзки между България и Съветския съюз до Девети септември (1917—1944), С. 1956; М. Семил (Bilsel), Lozan, 1—2. Istanbul 1933; А. Н. Карасан, Lozan konferans ve Ismet Paşa, Istanbul 1948. Nous devons remarquer qu'A. Karadjan a outre-passé la mesure dans son ouvrage en présentant Al. Stamboljiski dans des situations aussi comiques que caricaturales lors des discussions à la Conférence.

La Turquie était représentée par son ministre des Affaires étrangères Ismet Paşa (Ismet İnönü) et par Hasan Saka et Riza Nuri Bey, députés de la Grande Assemblée nationale turque.

G. V. Čičerin, éminent homme d'Etat et politicien, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, venait en tête de la délégation soviétique.

Des représentants de l'Espagne, de la Belgique, du Portugal, de la Hollande, du Danemark, de la Suède, et trois observateurs des Etats-Unis, assistaient à la Conférence.

Par une note du 2 novembre 1922, le Gouvernement soviétique attira l'attention de l'Angleterre sur le fait que le Japon était invité à prendre part à la Conférence, alors que la Bulgarie, Etat riverain de la mer Noire, était ignorée et n'était point représentée. Grâce à l'insistance du gouvernement soviétique, la délégation bulgare fut admise à prendre part à la Conférence. Elle s'y présenta ayant à sa tête Alexandre Stambolijski, le président du Conseil et ministre des Affaires étrangères.

Les travaux de la Conférence se déroulèrent en deux étapes. La première étape comprenant la période du 20 novembre 1922 au 4 février 1923, et la seconde — allant du 23 avril au 24 juillet 1923, date à laquelle fut signé le Traité de paix entre la Turquie et les Etats de l'Entente.

Trois commissions furent créées pour élaborer les diverses parties du projet de traité: 1) une commission s'occupant des questions territoriales et militaires et de l'élaboration d'un statut pour le régime des Détroits, présidée par Lord Curzon; une deuxième commission présidée par le Haut-commissaire d'Italie Garroni ayant pour objet de statuer sur la situation juridique des étrangers et des minorités nationales; et enfin une troisième commission sous la présidence de l'ambassadeur de France à Rome, Barrère, pour s'occuper des questions d'ordre financier et économique.

La Conférence de Lausanne² débuta et termina ses travaux dans une atmosphère de tension accrue entre les divers Etats de l'Entente, entre la Turquie et les Etats de l'Entente, ainsi qu'entre ces derniers et l'Union soviétique.

En vue de réaliser leurs plans impérialistes, les Etats de l'Entente recoururent à toute une panoplie de méthodes, allant du chantage jusqu'à la menace et même l'assassinat. En effet, le 10 mai 1923, des sicaires à la solde de l'Entente assassinèrent à Lausanne l'ambassadeur de l'Union soviétique en Italie, V. V. Vornovski qui était venu pour prendre part aux travaux de la Commission sur le régime des Détroits.

En dépit de la victoire remportée dans la guerre gréco-turque, la Turquie ne fut point traitée d'égal à égal, mais comme un Etat astreint à se soumettre à la volonté des impérialistes. C'est notamment de cette manière que les Etats de l'Entente s'évertuaient à justifier et à défendre leurs privilèges en Turquie, à établir leur domination sur les Détroits et, tout en faisant de minimes concessions à la Turquie, visaient à la subjuguier à leur influence et dépendance.

Le régime des Détroits fut l'objet de longues et vives discussions à la Conférence de Lausanne. Lors de son examen, trois projets furent présentés, celui de l'Angleterre, celui de l'Union soviétique et le projet de la Turquie.

La position soviétique sur le problème des Détroits fut exposé par le fondateur de l'Etat soviétique, V. I. Lénine, dès le 27 octobre 1922 dans une interview accordée aux correspondants des journaux anglais l'„Observer“ et le „Manchester Guardian“.³

² Pour les matériaux de la Conférence, v. Conférence de Lausanne (Livre Jaune); Documents diplomatiques, vol. 1—2, Paris 1923; Документи внешней политики СССР, М. 1961, V; 1962, VI.

³ В. И. Ленин, Полное собр. соч., v. 45, pp. 240, 241.

Le projet présenté par Čičerin⁴, chef de la délégation soviétique, défendait de manière conséquente les intérêts de la Turquie et de tous les Etats riverains de la mer Noire. Ce projet fut élaboré sous la direction de V. I. Lénine en personne, et reflétait la ligne léniniste en faveur des droits des peuples asservis, de la paix, de l'indépendance et de la lutte contre l'impérialisme. Le projet soviétique reconnaissant surtout de manière très précise et sans équivoque aucune le droit de souveraineté de la Turquie sur les Détroits. Ce projet prévoyait la liberté complète de navigation des navires de commerce. Une clause importante du projet soviétique résidait dans la défense du droit de passage de tous les navires militaires, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, à l'exception de ceux de la Turquie qui bénéficiaient en outre du droit de fortifier les lignes de la défense d'Istanbul et de son littoral. La Turquie devait assumer et contrôler l'exécution des dispositions sur la navigation dans les Détroits. Le projet soviétique concernant le régime des Détroits, prenait la défense aussi bien des intérêts de la Turquie que de ceux de tous les pays riverains de la mer Noire, y compris la Bulgarie. De plus, ce projet aidait et contribuait à établir une paix durable au Proche Orient et dans le monde entier.⁵

Le projet de l'Angleterre prévoyait la liberté de passage par les Détroits pour tous les navires, de commerce ou militaires, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Selon le projet anglais, la zone des Détroits devenait neutre et tous les travaux de fortifications relatifs à la défense d'Istanbul, du littoral turc, européen et asiatique, devaient être démantelés. Une Commission internationale était censée administrer les Détroits.

Dans son projet, la Turquie défendait son droit de souveraineté sur les Détroits et assurait la sécurité d'Istanbul, le libre passage des Détroits pour les navires de commerce de tous les pays, ainsi que l'interdiction de maintenir des navires militaires dans la mer Noire.

La discussion sur le régime des Détroits se déroula dans une atmosphère très tendue, vu que les projets de l'URSS et des Etats de l'Entente se trouvèrent diamétralement opposés et basés sur des principes différents.

La déclaration du gouvernement soviétique sur le problème des Détroits fut portée à la connaissance de la Conférence de Lausanne par Čičerin, le 4 décembre 1922. Le journal „Работнически вестник“ releva que la déclaration et le discours de Čičerin furent écoutés avec beaucoup d'attention et produisirent une profonde impression.⁶ Le délégué de la Roumanie Duka prit immédiatement la parole après Čičerin. Dans les interventions qui suivirent, Duka et Lord Curzon parlèrent longuement et s'évertuèrent de toutes leurs forces à faire échouer le projet soviétique et à imposer celui de l'Angleterre. Les délégués de la France et de l'Italie défendirent le projet anglais. Il n'y avait presque pas de différences dans les interventions des délégués des Etats-Unis et celui du Japon qui appuyèrent le projet de libre passage dans les Détroits de tous les navires de commerce et militaires, en temps de paix comme en temps de guerre. Le délégué bulgare, Stambolijski, ainsi que le délégué serbe, Ninčić, se prononcèrent également en faveur du projet anglais sur le régime des Détroits

⁴ Г. В. Чичерин, Статьи и речи по вопросам международной политики, р. 284; Документы внешней политики СССР, М. 1962, VI, pp. 123—133.

⁵ А. М. Шамсутдинов, Национально-освободительная борьба в Турции 1918—1923, М. 1966, р. 307.

⁶ J. Работнически вестник, n° 147 du 13. XII. 1922.

⁷ Conférence de Lausanne (Livre Jaune). Documents diplomatiques, Paris 1923, I, pp. 115, 120, 121, 122—123, 130, 133.

Espérant obtenir certaines concessions d'ordre financier et économique, la délégation turque insinua au cours des discussions que son pays n'appuierait pas le projet présenté jusqu'à l'extrême. Aussi les discussions à Lausanne se menaient-elles entre le gouvernement soviétique et les délégations des Etats impérialistes.

Le mémorandum soviétique sur la Question d'Orient présenté par Çiçerin au cours d'une des réunions de la Conférence joua un rôle considérable en démasquant les intrigues des impérialistes. Ce mémorandum fit connaître par le menu les plans des Etats impérialistes et confondit leur politique de conquête. Le mémorandum se révéla d'une importance majeure pour l'établissement d'une paix durable tant au Proche Orient que pour les peuples de l'Europe.

Les forces de l'Entente tâchèrent d'accélérer la fin des discussions relatives au régime des Détroits. En vue de l'établissement définitif de la Convention, les Etats de l'Entente nommèrent une Commission d'experts où, appliquant leurs anciennes méthodes d'intimidation et de menaces, réussirent à l'insu de la délégation soviétique à obtenir le consentement de la Turquie pour le droit de passage par les Détroits des navires de commerce et militaires de tous les pays, en temps de paix, comme en temps de guerre.

En dépit des protestations énergiques soulevées par la délégation soviétique, les Etats impérialistes réussirent à résoudre le problème des Détroits en accord avec leurs visées de conquête. A l'exception de certains changements insignifiants, la Convention adoptée ne se distinguait en rien des conditions prévues au Traité de Sèvres sur le régime des Détroits.

Les deux autres problèmes majeurs, celui du régime des capitulations et des questions d'ordre financier et économique furent également l'objet de vives discussions. Lord Curzon exerça une pression sur les pourparlers et les Etats impérialistes remirent à la délégation turque, le 31 janvier, un projet de traité de paix. Ce traité n'était que la copie du Traité de Sèvres, la différence consistant uniquement dans son lieu de négociation — Lausanne. En refusant d'accepter le projet de traité, les délégués de la Turquie firent montre de la détermination qu'ils ne se soumettraient pas aux exigences et aux desseins des Etats impérialistes. La Conférence de Lausanne suspendit ses travaux le 4 février 1923. Le Comité de la Fédération communiste balkanique où l'éminent militant ouvrier bulgare Georges Dimitrov jouait un rôle d'envergure, adressa le 25 février de la même année un appel „Aux travailleurs des peuples balkaniques“. Entre autres, il était mis en relief dans cet appel que „La dernière conférence de paix de la bourgeoisie universelle s'était désagrégée, celle-ci n'ayant pas réussie par le truchement des négociations à dissimuler les griffes qu'elle voulait enfoncer dans la gorge du peuple turc...“⁸

La Conférence de Lausanne reprit ses travaux après que le gouvernement turc eut présenté son contre-projet de traité de paix.

La deuxième session de la Conférence de Lausanne commença le 23 avril. A cette occasion, le j. „Работнически вестник“, organe du Parti communiste bulgare, mentionna dans son éditorial du 4 mai que „si les contradictions attisées entre la Turquie et la Grèce, et surtout celles entre la Turquie, la France et l'Angleterre n'étaient point aplanies à la seconde session de la Conférence de Lausanne, un nouvel incendie menacerait le Moyen Orient et la péninsule Balkanique“.

Les Etats impérialistes n'avisèrent pas le gouvernement soviétique sur la reprise des travaux de la Conférence, prétextant que le problème des Détroits n'allait plus être discuté. Certaines délégations avaient changé de délégués.

⁸ J. Работнически вестник, n° 210 du 2. III. 1923.

B. Morfov, le Dr Stančov et d'autres prenaient maintenant part à la délégation bulgare.

C'est donc en forçant les choses que le Traité de paix fut conclu le 24 juillet 1923 entre la Turquie et les parties principales ayant pris part à la Conférence de Lausanne.

* * *

Ainsi qu'il a été mentionné, la délégation de la Bulgarie ayant en tête l'éminent républicain et Président du Conseil, Alexandre Stambolijski, prit également part à la Conférence de Lausanne. La participation de la Bulgarie ne fut assurée que grâce à l'intervention du gouvernement soviétique qui, argument à l'appui, démontra que la Bulgarie, pays riverain de la mer Noire, avait le droit de prendre part à la Conférence et surtout aux discussions relatives au régime des Détroits.

Il était logique de s'attendre à ce que la Bulgarie, Etat dont la frontière orientale borde la mer Noire, appuie le projet présenté par le gouvernement soviétique. A cette époque, la délégation de la Bulgarie devait soutenir fermement l'application stricte de l'article 48 du Traité de Neuilly prévoyant un débouché possible pour la Bulgarie sur la mer Egée, mais le président de la délégation ne sut pas se montrer suffisamment conséquent dans son action. Forcé de louvoyer dans la poursuite de sa politique étrangère, Stambolijski espérait gagner la condescendance des Etats de l'Entente lors de l'examen et de la solution apportée au problème du débouché de la Bulgarie sur la mer Egée. Le délégué bulgare prit position en faveur du libre passage par les Détroits des navires de commerce en temps de paix comme en temps de guerre, de la démilitarisation de la mer Noire et du contrôle des Détroits par une Commission internationale à laquelle la Bulgarie aurait également pris part.⁹

Le comportement de la délégation de la Bulgarie à Lausanne faisait montre de la même inconséquence qui était typique, aussi bien de la politique intérieure et que de la politique extérieure du gouvernement de l'Union agrarienne populaire bulgare. Témoignant de la bienveillance à l'égard du mouvement de libération nationale turc, le gouvernement de Stambolijski ne put cependant se décider à manifester ouvertement ses sympathies à la Turquie, à Lausanne.

Fidèle à ses traditions internationalistes, le Parti communiste bulgare qui était un des partis fondateurs de la Troisième Internationale communiste, appuya à Lausanne avec persévérance le projet du gouvernement soviétique concernant le régime des Détroits. Quoique n'étant pas un parti au pouvoir, le Parti communiste bulgare adopta cette position, car il estimait à juste titre que le régime des Détroits était un problème touchant de près surtout les intérêts de la Turquie, ceux de l'Union soviétique, mais aussi ceux de la Bulgarie. La mer Noire constitue la frontière orientale naturelle de la Bulgarie et sa protection était d'importance pour le peuple bulgare. Voilà pourquoi le Parti communiste bulgare, quoique de manière indirecte, dans les colonnes de sa presse, par ses représentants au parlement, par le truchement de la Fédération communiste balkanique, etc. devint l'interprète de la lutte des communistes bulgares en vue d'obtenir et de maintenir la paix dans les Balkans après les souffrances et les effusions de sang dues à la Première guerre mondiale et impérialiste, après les durs traités de paix imposés à l'instar de celui de Versailles.

⁹ Conférence de Lausanne (Livre Jaune). Documents diplomatiques, Paris 1923, I, pp. 122, 123.

Se rendant compte de l'importance majeure de la Conférence de Lausanne, le Parti communiste bulgare demanda avec insistance à ce que les positions de la Bulgarie soit bien définies dans l'âpre lutte politique qui allait s'engager. Dans son discours du 26 octobre 1922, Vasil Kolarov, éminent homme d'Etat et du Parti, lors de l'exposé sur la politique étrangère du gouvernement présenté à la chambre par Al. Stambolijski, démasqua les manifestations du nationalisme renaissant de la bourgeoisie bulgare servant à résoudre aussi bien les aspirations nationales du peuple bulgare que de définir la politique étrangère du gouvernement, et plus particulièrement sa conduite à la Conférence de Lausanne.¹⁰ Le groupe parlementaire du Parti communiste bulgare adressa le 29 novembre 1922 une interpellation au ministre des Affaires étrangères pour qu'il exposât le programme avec lequel la délégation gouvernementale bulgare allait se rendre à la Conférence de Lausanne, mettant en garde le gouvernement que tout soutien accordé aux positions des pays de l'Entente pourrait entraîner des conséquences funestes pour la Bulgarie.¹¹ Le député N. Gabrovski prononça le 30 novembre un discours argumentant l'interpellation et critiquant l'ambiguïté de la plate-forme de la délégation gouvernementale bulgare à Lausanne. Il stigmatisa notamment la politique d'abandon pratiquée par le gouvernement bulgare en faveur des pays de l'Entente. N. Gabrovski qualifia les espérances caressées par le gouvernement de gagner les faveurs de l'Entente en observant rigoureusement des traités asservissants „... de vaines espérances, car les Etats de l'Entente ne renonceraient jamais aux privilèges acquis en vertu des traités conclus“¹². Il prouva que les promesses d'un débouché sur la mer Egée faites par les impérialistes, ainsi que bien d'autres illusions entretenues par ces derniers n'étaient qu'un instrument aux mains des impérialistes en vue d'utiliser les pays balkaniques pour la réalisation de leurs propres plans de brigandage. Une tendance de rapprochement se faisait jour à cette époque entre les gouvernements de la Bulgarie, de la Yougoslavie et de la Roumanie. Gabrovski la dénonça en tant qu'émanation de la politique de l'Entente. „Aujourd'hui, dit-il, une union balkanique signifie de toute évidence la guerre contre la Turquie et, par conséquent, également contre l'Union soviétique, son alliée. De nos jours, une union balkanique serait dirigée contre des Etats qui, comme la Russie, furent les libérateurs des peuples soumis et asservis.“¹³

Le Parti communiste bulgare prit nettement une position de principe sur les projets présentés à la Conférence. L'organe du Parti, le journal „Работнически вестник“ critiqua le projet de l'Angleterre, le qualifiant d'asservissant et de cupide. Dans de ses numéros, le journal „Работнически вестник“ publia un article intitulé „Les Balkans exposés à de nouveaux dangers“, dans lequel il était notamment dit que „la liberté des Détroits signifie la domination militaire de l'Angleterre, souveraine des mers, sur les Dardanelles, Istanbul, les côtes de la mer de Marmara et celles de la mer Noire. Les limitations apportées à l'armée turque en Thrace orientale équivalent à priver Constantinople et les Dardanelles de toute protection contre les canons de l'Angleterre.“¹⁴ Le projet anglais était défini comme un moyen de maintenir la Turquie sous la férule économique et politique des Puissances victorieuses.

¹⁰ Стенографски дневници, XIX ОНС (Assemblée nationale ordinaire, III PC (session ordinaire), pp. 139—142.

¹¹ J. Работнически вестник, n° 136 du 30. XI. 1922; ЦДИА (Archives centrales historiques d'Etat), f. 173, inv. 3, u. a, 3362, f. 7—8.

¹² J. Работнически вестник, n° 136 du 2. XII. 1922; Стенографски дневници, XIX ОНС, III PC, pp. 343—344.

¹³ Стенографски дневници, XIX ОНС, III PC, p. 344.

¹⁴ J. Работнически вестник, n° 134 du 28. XI. 1922.

Le Parti fit connaître à une vaste échelle le projet soviétique de convention. La proposition de fermer le passage des Détroits aux navires de guerres était interprétée comme un coup dur porté aux plans impérialistes de l'Angleterre et de ses alliées. La dominatrice des mers perdait ainsi ses privilèges dans cette région et les possibilités d'exercer une pression militaire sur la Turquie pour défendre ses possessions en Mésopotamie et à Mosul.¹⁵ Parallèlement à cela, il était mis en relief dans les colonnes du j. „Работнически вестник“ l'importance majeure du projet soviétique comme barrière faisant obstacle aux visées de conquête des pays impérialistes dirigées contre les pays riverains de la mer Noire, et surtout contre l'Union soviétique. Dans son éditorial intitulé „L'Union soviétique à Lausanne“, le journal „Работнически вестник“ écrivait en ces termes: „La Russie n'est pas maintenant dans le partage des peuples et des terres du Proche Orient l'alliée de l'Angleterre impérialiste... La Russie n'est plus l'ennemie de la liberté et de l'indépendance du peuple turc et de tous les petits peuples des Balkans et du Proche Orient. Bien au contraire, elle apparaît comme le pilier de leur liberté nationale.“¹⁶ Dans ce même article, compte tenu de ses obligations internationales, le Parti communiste bulgare adressa l'appel suivant à la délégation de son pays à Lausanne: „La délégation bulgare à Lausanne doit appuyer les positions de la délégation soviétique et prendre part à la résistance contre l'impérialisme.“¹⁷

Tout au long des débats à Lausanne, le Parti communiste bulgare insista très énergiquement pour que la délégation bulgare soutienne le projet soviétique qui était le seul à répondre aux intérêts nationaux et internationaux du peuple bulgare. Cette position du Parti fut également inscrite dans la résolution de la Cinquième conférence de la Fédération communiste balkanique qui tint ses assises à Moscou, des 8 au 12 décembre 1922. Stigmatisant les visées de conquête des Puissances victorieuses à l'égard de la Turquie, la résolution faisait ressortir que les intérêts suprêmes des peuples balkaniques exigeaient que la Turquie s'affermît comme Etat indépendant et devint l'allié naturel des peuples luttant contre l'impérialisme dans cette région. Il était dit dans la résolution que „les partis communistes balkaniques déclarent que les peuples balkaniques doivent soutenir la Turquie dans la lutte d'indépendance contre le capitalisme européen; que les Détroits et Constantinople doivent appartenir à la Turquie; que la mer Noire doit appartenir aux peuples riverains et demeurer fermée aux flottes militaires de tous les autres Etats capitalistes“¹⁸.

Le 26 janvier 1923, l'éminent militant du Parti communiste bulgare, Hristo Kabakčiev, prononça un grand discours à l'Assemblée nationale ayant trait à la réponse faite par le Président du Conseil, Alexandre Stambolijski, à l'interpellation d'un député sur la politique étrangère de la Bulgarie. Il mit en relief que l'Union soviétique était la seule Grande puissance à prendre la défense des droits du peuple turc. Ses propositions correspondaient aux profonds intérêts de tous les Etats riverains de la mer Noire et surtout de la Bulgarie vaincue „Mais, ajouta-t-il, nous constatons à Lausanne que le gouvernement bulgare au lieu de s'aligner sur la ligne de conduite de la grande République des ouvriers et paysans russes — force unique qui défend aujourd'hui l'indépendance et la liberté des peuples — s'est rangé du côté des Etats impérialistes, trahissant ainsi les intérêts les plus vitaux de la Bulgarie et des peuples balkaniques.“¹⁹ Hristo Kabakčiev présenta une motion à l'Assemblée nationale condam-

¹⁵ J. Работнически вестник, n° 91 du 6. X. 1922.

¹⁶ Ibidem, n° 142 du 7. XII. 1922.

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ Ibidem, n° 164 du 3. I. 1923.

¹⁹ Стенографски дневници на XIX ОНС, III РС, p. 862.

nant la politique étrangère du gouvernement bulgare qui soutenait à Lausanne les Etats de l'Entente et appuyait leur politique, et déclara que „les intérêts vitaux du peuple bulgare, de tous les peuples balkaniques et des peuples danubiens exigent que la Turquie demeure un Etat indépendant, que Constantinople et les Détroits appartiennent à la Turquie...”

Le Parti communiste bulgare critiquait à juste titre les palliatifs insuffisants du gouvernement d'Alexandre Stambolijski à Lausanne. Si la délégation soviétique avait obtenu le soutien de la Turquie et de la Bulgarie, ainsi que celui de la Roumanie et de la Yougoslavie, elle aurait pu bien plus efficacement défendre ses propositions et exercer une sérieuse pression sur les Etats impérialistes de l'Entente en vue d'aboutir à une solution plus équitable du problème des Détroits.

Le Parti communiste bulgare tirait parti de toutes les actions politiques de masse qu'il avait organisées pour agir en faveur de la lutte d'indépendance entamée par la Turquie révolutionnaire contre la nouvelle menace de guerre. Dans le discours électoral que Vasil Kolarov prononça à Sofia, le 2 avril 1923, il démasqua les intrigues des impérialistes à la Conférence de Lausanne. Il fit ressortir que „la Conférence de Lausanne s'est soldée par un échec. Aujourd'hui encore, le problème du Proche Orient trouble nos pensées et nous cause de l'angoisse, mais il constitue un véritable danger de guerres nouvelles et d'effusions nouvelles de sang”²⁰. Plus loin Kolarov déclara que l'Angleterre „... voulait détacher de la Turquie des régions entières. Ce sont les régions pétrolifères des environs de Mosul qui constituent aujourd'hui le différend. L'Angleterre veut de concert avec les autres Etats impérialistes subjugué économiquement et politiquement la Turquie.”²¹ Au meeting électoral qui eut lieu à Sofia le 18 avril de la même année, Georges Dimitrov déclara que les travailleurs bulgares sont „pour la paix dans les Balkans et en Europe... pour la paix avec la Turquie nouvelle, pour la paix et pour une alliance avec le grand peuple russe”²².

Comme il a été relevé, le Traité de paix entre la Turquie et les pays de l'Entente fut signé le 24 juillet 1923. En fin de compte, les Puissances occidentales, malgré toutes leurs manœuvres diplomatiques, chantages et menaces, furent obligées de reconnaître de jure l'existence de l'Etat turc et d'évacuer leurs armées des Détroits et d'Istanbul. Parallèlement à ces conquêtes d'importance, la Turquie kémaliste fit toute une série de concessions aux impérialistes qui ne lui permirent pas de se détacher complètement de leur férule économique et politique. La capitulation de la Turquie sur le régime des Détroits et son consentement aux exigences des Etats de l'Entente pour le libre passage des navires de guerre en temps de paix comme en temps de guerre, l'administration des Détroits par une Commission internationale et la démilitarisation de son littoral, constituent une atteinte flagrante à sa souveraineté, ainsi qu'une menace sérieuse pour tous les Etats riverains de la mer Noire.

Le Parti communiste bulgare interpréta la signature du Traité de paix avec la Turquie comme un coup porté à l'impérialisme, comme une victoire historique remportée par le peuple turc pour la défense de son indépendance nationale. „La défaite de Lausanne du capitalisme européen, écrivait le journal „Работнически вестник” constitue un pas en avant vers le démembrement du système de traités inauguré à Versailles, ainsi que vers la désagrégation de l'Europe capitaliste.”²³

²⁰ J. Работнически вестник, n° 238 du 4. IV. 1923.

²¹ Ibidem.

²² Ibidem, n° 249 du 19. IV. 1923.

²³ Ibidem, n° 50 du 2. VIII. 1923.

Maria Todorova

THE ESTABLISHMENT OF BRITISH CONSULATES IN THE BULGARIAN LANDS AND BRITISH COMMERCIAL INTERESTS

The political and strategic contradictions between Great Britain and Russia, particularly exacerbated after the Unkiar-Skelessi treaty of 1833, were fed by a not less acute economic conflict. Russian protectionist policy, despite the considerable Russian exports to Great Britain, impeded the penetration of British industrial goods. The Ottoman Empire became Britain's principal client in the Near East and by 1850 ranked third in British export trade.¹ A comparison between Anglo-Russian and Anglo-Turkish trade ties shows an adverse balance of trade in the first case and a favourable in the second for Britain.² Odessa, which collected the grain production of the provinces of Southern Russia, was one of the basic suppliers of wheat to Southern and Western Europe. As Puryear, however, notes, "Moldavia and Wallachia were opened up by the Russians to world commerce on a virtually free trade basis at the Peace of Adrianople almost ten years before Great Britain (in 1838) placed Turkey on a similar status. Russia did not realize that in giving such extensive aid to the Principalities she was in fact aiding to build up an economic rival."³

Throughout the period between the Peace of Adrianople and the Crimean War the grain output of the Principalities was lower than that of Southern Russia. Nevertheless their place and that of the Ottoman Empire in general were growing all the time at the expense of Russia. If in 1838 the grain exports of the Ottoman Empire to Great Britain were insignificant, in 1851 they were already equal to the Russian.⁴ That is why particularly after the conclusion of the Balta-Liman trade convention between Great Britain and the Ottoman Empire in 1838⁵ Britain's interest in supporting Turkey against Russia from a purely economic standpoint was obvious.⁶

¹ L. Levi, *History of British Commerce, 1763-1870*, London 1872, p. 493.

² V. J. Puryear, *International Economics and the Diplomacy of the Near East. A Study of British Commercial Policy in the Levant, 1834-1853*, Stanford, California, 1935, p. 117. O. Köymen, *The Advent and Consequences of Free Trade in the Ottoman Empire*, *Etudes balkaniques*, 1971, n°, pp. 50-51.

³ V. J. Puryear, *Odessa, its Rise and International Importance 1815-1850*, *Pacific Historical Review*, III, 1934, p. 204.

⁴ *Ibid.*, p. 206.

⁵ Under the 1838 convention the earlier trade concessions were expanded. All state monopolies were abolished. The import duty on British commodities was fixed at 3 per cent *ad valorem* plus a 2 per cent specific duty. In order to make up for the losses of the treasury arising from these changes, high export duties were imposed — 12 per cent *ad valorem*. The same year France acceded to the convention and shortly afterward Russia and practically all European states did the same. In point of fact the convention meant that the Ottoman Empire was opening its markets to the free trade of the developed European states and was giving up the protection of local industry.

⁶ V. J. Puryear, *op. cit.*, p. 215.